

«L'économie de la brique»

L'Indice de perception de la corruption établi par Transparency International (TI) classe les pays en fonction du degré de corruption perçu dans les administrations publiques et la classe politique. La méthode utilisée par Transparency International pour établir son Indice de perception de la corruption (IPC) est fondée sur des enquêtes qualitatives effectuées chaque année.

L'IPC est un indice composite, un sondage de sondages, faisant appel à des données sur la corruption tirées de sondages d'experts réalisés par divers organismes indépendants dignes de confiance. En 2009, il était fondé sur 13 enquêtes différentes.

L'IPC se décline en évaluation de pays allant de 0, au sens scolaire de mauvaise note correspondant à un haut degré de corruption perçu, jusqu'à 10 (faible degré de corruption perçu).

La moyenne mondiale est à 5.

A titre d'illustration, à l'échelle mondiale, toujours pour l'année 2009, les notes les plus faibles ont été attribuées en 2009 à la Somalie (1,1 sur 10) et à l'Afghanistan (1,3) et les notes les plus hautes à la Nouvelle-Zélande (9,4 sur 10) et au Danemark (9,3).

L'Algérie enregistre une mauvaise note de 3,2 (mention «médiocre») qui la classe au 92^e rang.

Un document plus récent de la Banque mondiale, daté du mois en cours et consacré à la lutte contre la fraude, la corruption et la collusion dans le secteur routier^(*), éclaire nombre de zones d'ombre où se propagent ces fléaux.

Premier enseignement tiré : «Le problème se pose tant dans les pays développés que dans les pays en développement, mais les pauvres sont les plus gravement touchés en raison de ce que cela implique en termes d'opportunités économiques et sociales manquées.» Les pays en développement ne peuvent donc se payer «le luxe» de laisser s'enraciner des pratiques fortement préjudiciables à leur économie, à la qualité du lien social et à la stabilité politique.

«Aucun pays n'est à l'abri», déclare Leonard McCarthy, vice-président de la Banque mondiale chargé de la structure de déontologie institutionnelle qui a supervisé le rapport.

L'UE, qui se targue d'abriter les pays enregistrant les meilleurs scores d'IPC dans le monde, a par exemple ses «brebis galeuses».

Transparency International notait

récemment que la situation d'un pays comme la Grèce, «qui a enregistré une chute importante de son score, passant de 4,7 en 2008 à 3,8 en 2009, (était) particulièrement préoccupante. Le score de 2009 reflète une application insuffisante de la législation anti-corruption, d'importants retards dans le processus judiciaire et une suite de scandales de corruption dans le secteur privé, indicateurs de faiblesses systémiques».

L'Espagne n'a également pas été épargnée. Voici ce qu'écrit, fin 2009, le journal ABC : «La corruption étouffe l'Espagne et fait circuler plus d'argent que la drogue. [...] Plus de 300 personnes seront jugées en 2010. [...] Soit cette saignée de ce qu'il reste du prestige du modèle [démocratique espagnol] s'arrête, soit nous mourons en tant que démocratie, et nous disparaîtrons dans l'égout puant de la corruption.» ABC souligne le «mélange d'intérêts troubles dans lequel convergent des hommes politiques sans scrupules et des délinquants déguisés en entrepreneurs», notamment dans le domaine du bâtiment. C'est ce qu'il appelle «l'économie de la brique».

Revenons au dernier rapport de la Banque mondiale. Le secteur routier qui accueille une part substantielle des investissements et équipements publics, particulièrement en phases de relance, souffre d'un premier mal : la collusion, au sens de cartellisation, d'ententes secrètes entre opérateurs pour fausser le jeu de la concurrence et pervertir l'accès au marché : «La collusion des entreprises soumissionnaires, ainsi que la fraude et la corruption dans l'exécution des contrats constituent les formes les plus communes d'actes répréhensibles dans le secteur routier (...) La fréquente manipulation des offres soumises pour des projets routiers trahit l'influence des cartels sur le secteur.»

La Banque mondiale suggère de prendre en compte dix indicateurs pour identifier des soumissions concertées qui faussent le jeu du marché et nourrissent la corruption :

1. Nombre de marchés attribués à la même entreprise.
2. Tableaux comparatifs des offres pour un projet.
3. Entreprises soumissionnaires qui obtiennent ensuite un contrat de sous-traitance pour le projet.
4. Rotation des soumissionnaires les moins-disants.
5. Écart systématique en pourcentage

entre les offres.

6. Proportion spécifique des travaux proposés dans une zone géographique à une ou plusieurs entreprises sur une période donnée.

7. Écart systématique en pourcentage entre l'offre la plus basse et les estimations de l'ingénieur.

8. Adresse du soumissionnaire le moins-disant et de ceux classés deuxième et troisième.

9. Différents prix unitaires proposés par un soumissionnaire pour différents projets au même endroit.

10. Écart entre le nombre d'entreprises ayant demandé un dossier d'appel d'offres et le nombre effectif de soumissionnaires.

Les mesures visant à réduire la collusion et les ententes illicites menant généralement à des abus de positions dominantes sont hardies :

- Sévère répression des cartels ;
- incitations à la dénonciation des cartels ;
- révision des règles d'appel d'offres ;
- exigence de certificats d'offre indépendante ;
- évaluateur indépendant des marchés.

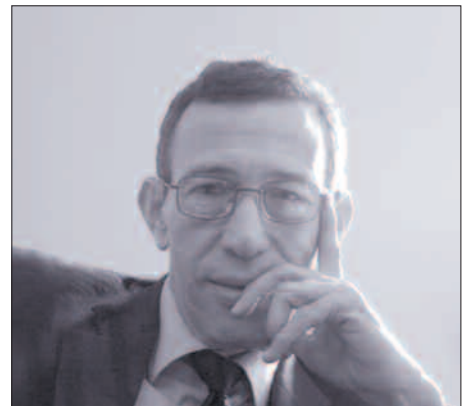
Aussi, compte tenu de l'internationalisation des opérateurs, les actions d'envergure locale ou nationale ne suffisent plus : «Face à l'ampleur du phénomène, il faut appliquer des mesures collectives de répression à l'échelle mondiale pour démanteler les cartels», recommande Galina Mikhlin Oliver, directrice chargée de la stratégie et des services essentiels au sein de la vice-présidence pour les questions de déontologie institutionnelle.

En dehors du cas particulier des cartels, la lutte anticorruption dans un domaine aussi juteux passe par des mesures d'ordre structurel et d'autres à caractère juridique.

Cinq mesures structurelles visant à réduire la fraude et la corruption sont identifiées :

- le renforcement de l'ingénierie ;
- l'embauche d'un vérificateur technique ;
- la surveillance de la société civile ;
- l'élaboration d'estimations précises des coûts ;
- le contrôle étroit des patrimoines des principaux responsables encadrant le dispositif d'octroi des marchés.

«Lorsque la collusion ou la corruption sont systémiques, il devient nécessaire, pour briser le cercle vicieux, de recourir à une entité extérieure — un service des



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

poursuites, une agence anticorruption, une entité chargée de l'application du droit de la concurrence, une institution supérieure d'audit ou, dans le cas d'une collectivité locale, l'administration centrale.»

Outre le recours à un évaluateur indépendant pour les passations de marché ou à un auditeur technique lorsque la corruption est profondément enracinée, des «mesures plus draconiennes» sont envisagées, au nombre desquelles : l'établissement de plafonds pour les soumissions, des négociations concurrentielles et le transfert de la gestion du système de passation des marchés à un organisme indépendant. Au titre des mesures législatives, le rapport préconise l'adoption de lois qui pénalisent les offres frauduleuses, le partage des marchés et les autres formes de comportement collusoire et, surtout, la volonté et les moyens d'appliquer ces lois.

A. B.

(*) *The World Bank Integrity Vice Presidency : Curbing Fraud, Corruption, and Collusion in the Roads Sector, The World Bank Integrity Vice Presidency, June 2011.*

P. S. : Ce papier était initialement destiné à être exposé et débattu lors de la rencontre, finalement non autorisée, des ONG arabes de défense des droits de l'homme qui devait se tenir à l'hôtel ES Safir, à Alger.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Bravo le châtelain !

Vaste campagne d'abattage de chiens errants en Algérie. Vaste ? Pas si vaste que ça. Des chiens dangereux, j'en vois encore plein.

Et pas que dans les rues !

Abdelhamid Mehri est sorti. Et Mehri ne sort jamais seul. Lorsqu'il sort, généralement, il faut regarder dans les parages, il s'y trouve toujours d'autres compagnons de sortie autorisée. Fort de cet enseignement appris dès les années 1980, j'ai donc regardé. Et j'ai vite repéré l'autre sortant du moment. L'empastillé. Abdelaziz 2. Belkhadem. Je vous l'accorde, c'était plutôt facile comme repérage, puisque les deux sont sortis de la même maison FLN. Peut-être pas du même étage, l'un s'extirpant du sous-sol de cette bâtisse et l'autre des étages légèrement supérieurs, mais, en gros, il s'agit en définitive du même immeuble. Et nos deux «amis», grands acteurs devant l'Eternel — un éternel encore choqué par leur prestation lors des événements des années 80/90 — reviennent aujourd'hui auditionner sur la scène du grand théâtre Algérie. Ils lisent le même texte intitulé «le retour des islamistes est inéluctable !» Bon, je vous l'accorde, les deux ne le lisent pas de la même manière. C'est là tout l'art des acteurs qui auditionnent. Ils y mettent leur petit grain, leur petite coquetterie. Mais dans le fond, tous deux plaident en chœur pour que ne soient pas exclus du projet Algérie les Frères des Montagnes et leurs correspondants dans

les villes. Mehri est plutôt dans les tons graves, dans les envolées lyriques et empreintes d'un brin de colère sourde. Si Abdelhamid jure que tous les islamistes sans exception doivent être associés au dialogue avec l'Oncle Ben et dit ne pas comprendre, dans la foulée, que certains s'arrogent le droit de renier à des Algériens leur citoyenneté. Il a raison, le bougre ! Qui sommes-nous pour ne pas reconnaître à Hattab son statut de boucher authentiquement algérien, hein, qui sommes-nous ? Et si Mehri est dans ce registre de jeu, Belkhadem, lui, préfère auditionner entre ombre et lumières, en avant-scène, avec projecteurs pleins feux, et en arrière-scène, sans éclairage réel. Il discute avec l'Oncle Ben, sous le crépitemment des flashes, et il joue aux entremetteurs entre les gens du FIS mal dissous et des «contacts du Palais», loin des yeux et des Nikon. Ah ! La belle série d'auditions que cela donne au bout du compte ! Du grand art ! L'Actors Studio n'a qu'à bien se tenir ! Avec cette paire-là sur les planches, les Frères des Montagnes et leurs agences de courtages citadines peuvent être tranquilles et rêver à des retours triomphants. Mais ne soyons pas ingrats en ne rendant hommage qu'à Mehri et à l'empastillé. Ces deux-là ne seraient rien sans le metteur en scène de cette pièce. Cette dramatique qui est en train de se jouer sous nos yeux. Bravo le châtelain ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.